

Convention collective

**IDCC : 9352. – EXPLOITATIONS DE PÉPINIÈRES
ET D'HORTICULTURE
(Ille-et-Vilaine)
(15 octobre 1985)**

(Étendue par arrêté du 6 mars 1986,
Journal officiel du 15 mars 1986)

AVENANT N° 50 DU 12 FÉVRIER 2019

NOR : AGRS1997106M
IDCC : 9352

Entre :

Syndicat central des horticulteurs et pépiniéristes d'Ille-et-Vilaine,

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires horaires prévus au point II « Classifications » de l'article 18 de la convention collective du 15 octobre 1985, concernant les personnels de production et les personnels de bureau, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« A. – Personnel de production :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUALISÉ pour 35 heures hebdomadaires
101	10,03	1 521,25
102	10,20	1 547,03
201	10,25	1 554,62
202	10,31	1 563,72
301	10,42	1 580,40
302	10,53	1 597,09
401	10,83	1 642,58
402	11,10	1 683,54

Les salaires ainsi définis constituent des minimums sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le Smic.

B. – Personnel de bureau

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUALISÉ pour 35 heures hebdomadaires
101	10,03	1 521,25
102	10,20	1 547,03
203	10,25	1 554,62
204	10,31	1 563,72
303	10,63	1 612,25
304	11,10	1 683,54

Les salaires ainsi définis constituent des minimums sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le Smic. »

Article 2

Les salaires horaires prévus à l'article 58 de la convention collective du 15 octobre 1985, concernant les personnels d'encadrement, sont modifiés ainsi qu'il suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUALISÉ pour 35 heures hebdomadaires
501	11,57	1 754,82
503	11,85	1 797,29
601	12,72	1 929,24
701	14,09	2 137,03

Article 3

Vu leur objet, il est entendu que les dispositions du présent avenant ont vocation à s'appliquer à toutes les entreprises comprises dans son champ et ce quel que soit leur effectif.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne.

Article 5

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du mois civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Cesson-Sévigné, le 12 février 2019.

(Suivent les signatures.)